

L'université, un privilège de riches ?

Par [JFB](#) le ven 17/02/2012 - 12:47

Réforme de l'enseignement supérieur

Le 20 janvier dernier, la secrétaire d'Etat chargée de l'Education a annoncé le nombre d'étudiants pouvant être admis à suivre des études supérieures pour l'année universitaire 2012/2013. Les étudiants ainsi que les responsables universitaires se disent choqués par les chiffres...

Le gouvernement a décidé d'appliquer une baisse drastique des places disponibles dans l'enseignement supérieur pour des raisons a priori budgétaires. Si, l'année dernière, 53 400 étudiants avaient la possibilité de bénéficier d'une formation universitaire financée par l'Etat, à partir de septembre 2012 ce ne seront plus que 27 150 étudiants qui pourront poursuivre leurs études gratuitement. De plus, 15 550 étudiants pourront bénéficier d'une bourse d'Etat couvrant la moitié des coûts de leur formation. Ceux à qui une bourse sera accordée, devront conclure un accord avec l'Etat par lequel ils s'engagent à travailler en Hongrie pour une période deux fois supérieure à celle de leur formation. Au cas où ils partiraient définitivement à l'étranger ou ne termineraient pas leurs études, ils seraient obligés de rembourser la totalité des coûts de leur formation. Les moins chanceux - selon les prévisions statistiques 2/3 des étudiants - désirant être admis à l'université, devront assumer eux-mêmes tous les coûts de leur formation.

Afin d'aider les futurs étudiants à financer leurs études, le gouvernement prévoit de mettre en place un système de crédit-étudiant. Si cela permettra aux étudiants de prendre en charge les coûts de leur formation, ils débiteront leur vie d'adulte avec une dette importante à rembourser, à l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis.

La baisse des effectifs est plus importante que ce qui était prévu par le plan Kálmán Széll et elle touche particulièrement les formations en lettres (moins de 1400 places), en sciences sociales (moins de 1100 places) et en économie (moins de 4650 places). Dans le même temps, les places disponibles en sciences naturelles et techniques seront augmentées de manière considérable. C'est une maigre consolation pour les universités qui ont du mal, depuis bien des années, à accueillir des étudiants dans ces disciplines.

Réactions

La présidence de Magyar Rektori Konferencia (la Conférence des recteurs hongrois) a accueilli la nouvelle de la baisse du nombre d'étudiants avec stupéfaction. Les recteurs interviewés par l'Agence de presse hongroise MTI ne sont pas en mesure de prédire quelle influence aura cette baisse sur le fonctionnement des établissements. Selon le recteur de l'Université de Miskolc Gyula Patkó, le nouveau système maintiendra l'inégalité entre la capitale et la province ; de plus, le recteur trouve inquiétant la pénurie de professionnels en province. De son côté, le vice-recteur de l'Université de Debrecen affirme que la baisse du nombre d'étudiants n'est pas justifiée par des arguments professionnels et elle ne sert en aucun cas l'intérêt des étudiants ni les besoins du marché.

Les étudiants quant à eux sont également perplexes. Afin d'attirer l'attention sur la situation de l'éducation supérieure et sur les conséquences de la baisse du nombre d'étudiants, le HÖK (la Conférence nationale des conseils d'étudiants) a organisé une veillée le 8 février dernier à Budapest. Cette manifestation avait aussi pour but de faire prendre conscience des dangers possibles que pourrait recéler la politique éducative du gouvernement.

Si des voix s'élèvent contre les décisions prises par le gouvernement, ce dernier ne semble pas sensible à l'avis des recteurs ni à celui des étudiants. On peut se demander si le gouvernement va, ou non, une fois de plus, dans la mauvaise direction...

Máté Kovács

- 2 vues

Catégorie

Agenda Culturel